



Putschiste et chargé des droits humains

NATIONS UNIES • L'organe qui sélectionne les rapporteurs spéciaux de l'ONU compte en son sein un curieux défenseur des droits humains en la personne de l'ambassadeur du Honduras, partisan du coup d'Etat de 2009.

CHRISTOPHE KOESSLER

Malaise au palais des Nations. Un haut responsable hondurien, qui a soutenu sans réserves le coup d'Etat dans son pays en 2009, a été élu au groupe consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève en septembre dernier. Roberto Flores Bermudez, ambassadeur du Honduras dans la ville du bout du lac, fait partie des cinq diplomates chargés d'examiner la candidature des rapporteurs spéciaux, nommés par cet organe inter-étatique, qui mènent enquête dans la plupart des pays sur le respect des droits humains. Une élection qui fait grincer des dents dans les milieux diplomatiques. Plusieurs ONG ne cachent pas non plus leur grogne: «Que le gouvernement du Honduras envoie un tel personnage est déjà critiquable, mais que les autres Etats aient accepté de lui confier une telle mission aux Nations Unies, c'est un scandale!» déclare Melik Özden, chargé du programme droits humains au Centre Europe tiers monde, basé à Genève.

Négation du putsch

Au lendemain du coup d'Etat, le 29 juin 2009, Roberto Flores Bermudez, alors ambassadeur aux Etats-Unis, s'est rangé derrière les putschistes et a ouvertement justifié la prise de pouvoir par l'armée. Il a même assuré aux médias américains qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat: «C'est une procédure constitutionnelle de retirer son poste à un président

qui a violé la loi», avait-il déclaré, cité par la radio étasunienne National Public Radio. Le diplomate faisait référence à la justification habituelle des hommes de main de Roberto Micheletti, qui avait renversé le président Manuel Zelaya: ce dernier ayant tenté de mener une consultation populaire sur un projet d'Assemblée constituante, ceci à l'encontre d'une décision de la Cour constitutionnelle, il devenait *de facto* légalement éjectable. Un raisonnement qui ne correspond pas à l'analyse de l'Organisation des Etats américains (OEA).

Nommé par défaut

Moins d'un an après le coup de force, Roberto Flores Bermudez est nommé ministre des Affaires extérieures du gouvernement *de facto* de Roberto Micheletti. A peine six mois plus tard, début 2011, il devient ambassadeur à Genève. Son élection au groupe consultatif du Conseil des droits de l'homme se fait sans bruit en septembre de la même année. Les Etats d'Amérique latine, qui doivent proposer un candidat, laissent passer sa nomination: «Nous n'arrivons pas à couvrir toutes les sessions et réunions importantes des Nations Unies avec nos petites délégations diplomatiques. Personne parmi les pays d'Amérique latine ne voulait de cette charge, une de plus», témoigne un ambassadeur d'un de ces pays, sous le couvert de l'anonymat. Une nomination par défaut, donc.



HONDURAS

Si certains Etats latino-américains se sont dit indignés par cette décision, aucun n'a proposé un candidat de remplacement, pas même Cuba. Interrogé sur ce sujet, un autre ambassadeur rétorque: «A quand remonte le péché? Je vous rappelle que l'OEA a reconnu le nouveau gouvernement après les élections organisées par les putschistes.» Cette reconnais-



Les putschistes honduriens ont emprisonné des milliers de manifestants pacifiques, fermé des médias et expulsé le président élu avec le soutien du responsable onusien Roberto Flores (méd.) KEYSTONE/OEA

sance, votée à l'unanimité à l'exception de l'Equateur, a été donnée en 2011 après la conclusion d'un accord permettant le retour au pays de l'ancien président Zelaya. Quant aux élections, mises sur pied fin 2009, elles avaient été boycottées par une opposition, qui dénonçait une «farce électorale» destinée à blanchir le putsch.

Ainsi, le Honduras réalise un coup de maître diplomatique à l'ONU dans le cadre de son processus de normalisation. Non seulement le gouvernement issu du putsch est désormais reconnu, mais il bénéficie de l'image honorable donnée par le CDH. Les autorités de Tegucigalpa ne manquaient d'ailleurs pas de s'en féliciter le 13 septembre dernier: «La diplomatie

hondurienne a obtenu des avancées supplémentaires en matière de politique extérieure du pays», déclaraient-elle dans un communiqué. On peut en revanche douter que la cause des droits de l'homme dans le monde en sorte renforcée. Au Honduras, la répression des mouvements sociaux et les meurtres de journalistes continuent de plus belle... 1

«La démocratie ne s'impose pas par la guerre»

CONFÉRENCE • Les interventions armées créent le chaos, dicit Charvin et Andersson.

Un **procès à charge** contre les «guerres humanitaires». C'est à quoi a assisté le public d'une conférence organisée par le Centre Europe tiers monde et la Conférence universitaire des associations d'étudiants, à Genève, le mercredi 30 mai. Du Kosovo, à l'Irak en passant par la Libye, les interventions militaires des Etats occidentaux dans le monde ont entraîné davantage de problèmes qu'elles n'en ont résolues, selon les deux personnalités invitées.

«Protéger des populations contre l'agression d'un dictateur. Du point de vue de la morale élémentaire, cela se tient. Le problème, c'est la solution proposée par les grandes puissances», avance Robert Charvin, professeur de droit à l'université de Nice Sophia-Antipolis. Motivés avant tout par leurs intérêts géostratégiques, les Etats occidentaux, seuls appelés à agir en raison des rapports de forces internationaux, n'interviennent pas dans le but d'aider des peuples opprimés comme ils le prétendent, rappelle le juriste. En conséquence logique, l'objectif initial n'est pratiquement jamais atteint selon lui: «Regardez bien le résultat des interventions successives!».

Nils Andersson, essayiste et analyste politique, en détaille brièvement quelques-unes: «Au Kurdistan, la première guerre internationale en Irak a ouvert le champ à la répression des Kurdes par Saddam Hussein en 1991.»

Quant à la seconde invasion de l'Irak par les USA, elle a conduit à la catastrophe actuelle.

En Somalie, la mort de dix-huit rangers en 1993 a entraîné le retrait impromptu de l'armée étasunienne. Résultat: «Les populations ont été livrées aux bandes armées.» Au Rwanda, les Nations Unies, puis l'intervention tardive de la France n'ont pu empêcher le génocide des Tutsis. Présente à Srebrenica en Bosnie en 1995, les casques bleus de l'ONU n'ont pas non plus arrêté le massacre. En 1998, l'opération militaire au Kosovo viole pour la première fois la charte des Nations Unies, puisque le Conseil de sécurité confie à l'OTAN, une organisation régionale, le mandat d'intervenir. Selon Nils Andersson, le résultat escompté n'est non plus pas au rendez-vous: «Le Kosovo se trouve toujours dans le désordre.»

Mais le cas d'école le plus édifiant est sans nul doute celui de la Libye, sur laquelle les deux orateurs se sont longuement arrêtés: «Il y a eu entre 300 à 400 morts à Benghazi avant l'intervention de l'OTAN, qui se voulait 'préventive'. Le bilan aujourd'hui se situe autour des 40 000 à 50 000 victimes», assure Robert Charvin: «Pour protéger des civils, en tuer d'autres, j'ai toujours trouvé cela un peu inquiétant.»

Et aujourd'hui, la Libye serait plongée dans le chaos. «Les populations sont soumises à l'arbitraire de plus de 120 milices armées sur lesquelles le Conseil national de transition (*l'autorité politique ndlr*) n'a aucun contrôle. L'Etat n'existe plus», déplore Nils Andersson. «Les violations de droits humains ne sont pas moins nombreuses maintenant que sous Khadafi, bien au contraire.» De plus, la guerre a déstabilisé l'ensemble de la région, à l'exem-

ple des troubles favorisés par la circulation d'armes dans le Nord du Mali. «Mais qu'on se rassure, pour les profits, tout va bien!» ironise l'analyste, faisant référence aux juteux contrats pétroliers et liés à la reconstruction du pays signés par les Etats qui ont mené l'opération militaire.

Les deux intervenants plaident pour le respect du droit: «La souveraineté nationale n'est pas une bonne solution, mais c'est la moins pire», argumente le professeur Charvin. «Il faut s'en tenir à ces pauvres petites règles du droit international», seules à même de préserver le monde de l'arbitraire des appétits guerriers des Etats les plus forts.

Face à une réaction d'un participant à la conférence, arguant «qu'on ne peut tout de même pas rester sans rien faire», les conférenciers répondent qu'il n'existe pas de gendarme du monde. Et que les Occidentaux ne peuvent pas prétendre à cette fonction. «A moins de les considérer comme des anges blancs», déclare-t-il.

Nils Andersson plaide pour un engagement citoyen auprès des peuples opprimés et se prend à rêver à une Organisation des Nations Unies démocratique, débarrassée de son Conseil de sécurité: «On peut imaginer un jour où les casques bleus, enfin dotés des moyens adéquats, pourront véritablement protéger les populations menacées, ceci dans un cadre multilatéral élargi.» Quant à la démocratie, «elle ne peut être imposée de l'extérieur, encore moins par la guerre. Il s'agit d'un processus, d'une création continue qui exige une mobilisation générale de tous les citoyens», conclut-il. CKR

En savoir plus: *Responsabilité de protéger et guerres humanitaires. Le cas de la Libye*, éd. L'Harmattan, 2012.

La voix des migrants de Cochabamba

Cochabamba a son El Alto. A l'instar de la cité banlieue de La Paz, Jaihuayco est la porte d'entrée des migrants des hauts plateaux. Davantage quechua, la banlieue sud de Cochabamba connaît les mêmes défis qu'El Alto: intégrer une population déracinée et marginalisée. Une tâche à laquelle s'attelle le Centre d'éducation permanente alternative de Jaihuayco (CEPJA), qui depuis 2009 possède sa propre radio locale communautaire et éducative'.

«Il s'agissait de donner une voix aux sans voix, mais aussi de sensibiliser la population arrivante aux problèmes du district», explique la coopérante d'E-Changeur Alessandra Bellini. Prostitution, violence, alcoolisme sont abordés sans tabous commerciaux ou politiques, en impliquant les acteurs sociaux des districts 5 et 8 où est diffusée Radio CEPJA'.

Depuis huit ans en Bolivie, la formatrice suisse souligne l'importance de mobiliser la population de ces quartiers excentrés qui ne disposent même pas encore de l'eau courante. «Les canalisations sont en place mais l'eau manque toujours», précise-t-elle.

Si elle reconnaît les efforts du nouveau gouvernement en termes d'infrastructures, Alessandra Bellini voit également un certain désenchantement percer. Particulièrement fragiles, les populations migrantes urbanisées n'ont plus la discipline communautaire de la campagne et peinent à s'unir pour revendiquer leurs droits. La radio leur donne un ancrage social et même une formation en communication sociale. «Malheureusement, les bénévoles peinent à se fixer et quittent souvent la radio dès qu'ils ont été formés», regrette M^{me} Bellini, qui insiste sur l'importance pour la communauté d'auto-gérer ce type d'expérience médiatique.

Grâce à la coopération espagnole et à E-Changeur, la radio dispose pour

l'heure d'une équipe conséquente de huit professionnels et d'une vingtaine de bénévoles. Info locale, débats, sports sont les programmes les plus écoutés.

L'effort réalisé pour valoriser les racines culturelles de cette population rencontre un intérêt plus modeste. «L'attrait du mode de vie capitaliste est très fort et les jeunes en particulier n'ont que peu conscience que leur culture est en danger», note Alessandra Bellini. Autre pari résolu de l'équipe de Radio CEPJA, la promotion de la parole féminine. Là aussi, le nouveau pouvoir a permis des progrès, note la coopérante, mais le pays demeure profondément machiste.

Radio CEPJA aura-t-il le temps de faire bouger les lignes? «La crise en Europe tend à réduire les financements», avertit la coopérante. A un an du terme de son contrat, Alessandra Bellini ne cache pas son inquiétude pour l'avenir de Jaihuayco et de ses communicateurs sociaux. BENITO PEREZ

'www.cepja.org

Inti, le groupe de soutien à Alessandra Bellini, organise une fête samedi dès 18h à la Maison de quartier de Carouge (Tambourine 3). Au programme: Contes, musique et repas de Bolivie.



Alessandra Bellini. JPDS



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique Solidarité internationale. Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.